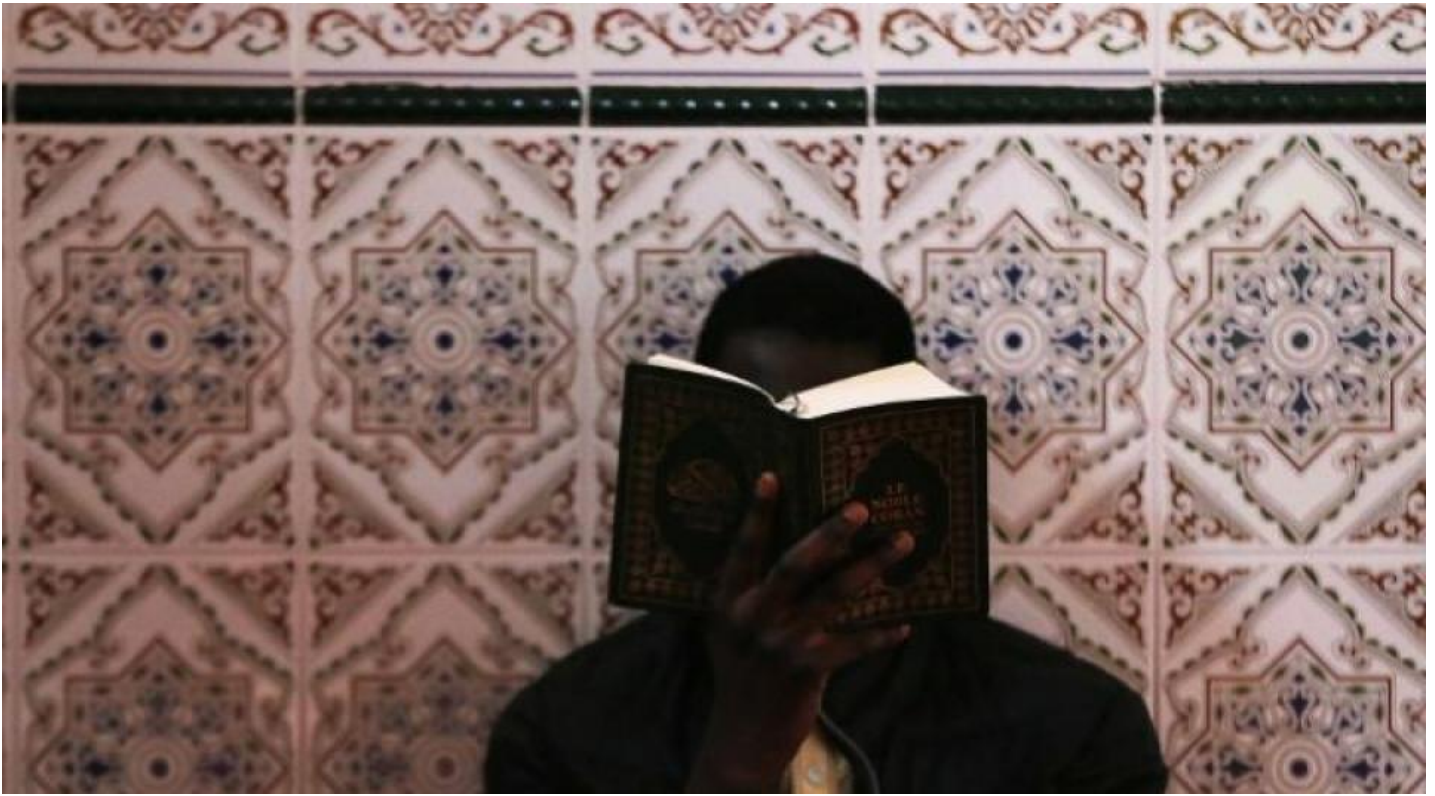


## Islamisme international : qui a réussi quoi (et comment) dans le combat contre l'islam politique agressif ?



Atlantico fait un panorama des luttes contre l'islamisme. Cette idéologie relativement récente, qui a notamment pris racine en Afrique du Nord durant la première moitié du XXème siècle, est-elle possible à contrecarrer grâce à une bonne gouvernance, un Etat providence... ou de la fermeté ?

Avec Razika Adnani

Avec Kader Abderrahim

**Atlantico : La France se déchire à propos du port du voile et les divisions par rapport à l'islam politique se radicalisent. Face à un problème qui peut sembler insoluble, des enseignements peuvent être tirés du cas des pays du monde arabo-musulman, touché de manière large par l'islamisme. A l'heure actuelle, avec une influence importante des Frères Musulmans en Tunisie et un mouvement conservateur en Turquie, peut-on trouver des pays musulmans ayant su s'émanciper de l'islam politique ?**

**Razika Adnani :** Cette situation que provoque le port du voile est en effet préoccupante et inquiétante. Tout d'abord pour la femme étant donné que le port du voile soumet la femme à une pratique discriminatoire, patriarcale qui n'est pas digne de la France, de ses valeurs et de son histoire. Ensuite parce que le voile est un moyen de lutte politique qui a déjà des conséquences très négatives sur la situation de la femme, notamment dans les quartiers à forte concentration musulmane. Beaucoup de femmes sont prises au piège par un discours qui leur dit : « tu te voiles, tu es avec nous; tu ne te voiles pas, tu es contre nous », ce qui pourrait être une grave atteinte à leur liberté et leur sécurité.

Cette situation est préoccupante et inquiétante pour la France également car comme vous dites, elle divise les Français, étant donné que le voile est devenu malheureusement un moyen de combat politique. Si on revient à la théologie musulmane, le voile n'est ni un principe fondateur de l'islam, ni un principe de la pratique de l'islam. Les principes fondateurs de l'islam sont la foi en l'existence d'un Dieu unique, la prophétie de Mohamed et la sacralité du Coran. Les principes de la pratique de l'islam sont la prière, l'aumône, le hadj et le jeûne. Autrement dit, selon la théologie musulmane, le port du voile n'est en rien une preuve d'une quelconque appartenance de la personne à l'islam, d'autant plus qu'aucun verset n'impose explicitement la dissimulation des cheveux de la femme tout en rappelant que le voile existait avant l'islam et on le retrouve dans d'autres cultures méditerranéennes.

Si le voile a pris autant d'importance au cours de l'histoire des sociétés musulmanes, c'est parce qu'il est un symbole de la domination et du pouvoir des hommes sur les femmes. Voilà pourquoi les hommes sont encore aujourd'hui les premiers à réagir, dès lors que la question du voile est posée, pour le défendre. D'autre part, le port du voile renvoie aux traditions et au conservatisme et l'islam politique est un conservatisme étant donné que son objectif consiste à établir une société conforme aux règles de l'islam et surtout au modèle des premiers musulmans. Ainsi, si les musulmans qui sont dans le combat politique tiennent autant au port du voile, c'est parce qu'en se voilant les femmes manifestent leur soumission au conservatisme, ce qui représente pour eux un indice

---

important de la réussite de leur mouvement politique.

Il y a aussi le fait que, comme tout projet politique, l'islamisme ne s'exerce pas dans l'espace privé, mais dans l'espace public. De ce fait, une femme voilée est plus efficace pour sa cause que tous les musulmans qui prient entre eux à la mosquée ou qui jeûnent ; le jeûne ne se voit pas forcément sur les visages des personnes dans la rue. Alors que le voile non seulement est visible dans l'espace public mais aussi parce qu'une femme voilée va partout avec son voile.

Y a-t-il des pays musulmans ayant su s'émanciper de l'islam politique? La situation politique et sociale de ces pays montre que non et cela pour deux raisons.

D'abord, l'islam tel que la grande majorité des musulmans le conçoivent ne sépare pas le politique du religieux ou le spirituel du temporel. D'ailleurs les musulmans se sont très tôt posés la question de la définition de l'islam pour savoir s'il était une spiritualité seulement ou une spiritualité et une pratique sociale et si être musulman consistait à avoir la foi seulement ou à avoir la foi et se soumettre en même temps aux règles de la société musulmane. Dans mon ouvrage « Islam : quel problème ? Les défis de la réforme », j'ai présenté cette question de la définition de l'islam et du musulman comme la deuxième question principale de la pensée musulmane vu l'influence qu'elle a sur l'histoire de l'islam, sur ce qu'il est devenu, et sur la manière d'être musulman.

Vers la fin du XIIe siècle, les musulmans ont fini par trancher pour un islam qui est une spiritualité et une organisation sociale. Les soufis qui ont pourtant revendiqué un islam spirituel ont fini eux aussi par reconnaître la charia comme partie intégrante de l'islam. Ainsi, pour la très grande majorité des musulmans l'islam ne peut se réaliser sans sa dimension sociale.

Cela ne signifie pas que tous les musulmans soient dans un combat politique pour la réalisation de cette dimension sociale et politique de l'islam. Cependant, l'islam politique, celui qui est dans l'action politique, se fonde sur cette conception de l'islam pour convaincre les musulmans qu'avoir la foi ne suffit pas pour être musulman et qu'il faut se soumettre également aux règles sociales recommandées par les textes scripturaires. La preuve en est selon eux que Mohamed était un prophète et également un homme d'État. En effet, l'expérience réelle vécue par le prophète lui-même à Médine montre qu'il était également un homme d'État. Parce que les musulmans sont attachés à l'idée que la période prophétique est celle qui représente le vrai islam, beaucoup finissent par se laisser convaincre par l'islam politique.

### **Si on passe en revue les stratégies étatiques pour lutter contre l'islamisme, notamment en Afrique du Nord, est-ce que celles qui cherchaient à resserrer l'étau de manière forte ont fonctionné ? Par exemple les politiques de Bourguiba, de Nasser ou d'Atatürk?**

**Kader Abderrahim** : Non ça n'a pas fonctionné, car c'était des dictatures ou des régimes autoritaires. Ça ne marche jamais, on le voit à l'oeuvre depuis un siècle maintenant en Egypte, puisque la confrérie des frères musulmans a été créée vers 1920 et la gestion essentiellement militaire ou sécuritaire n'a pas fonctionné: un siècle après, ils sont toujours là, présents. Loin d'avoir été éliminés ils constituent aujourd'hui des alternatives politiques au régime en place, à des régimes autoritaires ou dictatoriaux. C'est le cas en Egypte, en Tunisie, et dans beaucoup d'autres pays. S'il y avait des élections, ce serait probablement le cas aussi en Syrie. Et en Irak, etc. On pourrait multiplier les exemples.

La meilleure manière de lutter contre l'islam politique - je ne parle pas du terrorisme, qui est autre chose - c'est précisément d'avoir une bonne gouvernance, de garantir les libertés fondamentales, de renforcer l'état de droit, et de faire en sorte que la population connaisse des bienfaits sociaux qui lui permettent d'envisager autre chose comme alternative politique que celle exclusive des islamistes comme on le voit un peu partout aujourd'hui dans le monde arabe. Il faut se rendre à l'évidence, c'est un échec sur toute la ligne, partout. Je ne parle pas des états du Golfe, ou de l'Iran, qui sont des théocraties, avec lesquelles nous avons, nous européens, français, de très bonnes relations.

Lutter contre l'islamisme suppose premièrement d'avoir de véritables démocraties, et deuxièmement de pouvoir dire, par exemple « la Tunisie est un état de droit », ce qui n'est pas encore tout à fait le cas. Mais c'est en progrès, il faut encourager, soutenir cette démarche. Enfin, troisièmement, il faut que nous sortions de nos contradictions diplomatiques, qu'on refuse d'avoir des relations avec des états comme l'Arabie Saoudite, les Emirats, qui propagent le wahhabisme, la doctrine la plus radicale et rétrograde de l'Islam. C'est une vision très fermée. Il faut que l'on soit clairs et ferme sur nos valeurs, nos principes. Aujourd'hui ce n'est pas le cas.

### **Alors que le XXème siècle a vu apparaître un mouvement de forte sécularisation des sociétés musulmanes, comment expliquer ce retour à un islam particulièrement rigoriste ?**

**Razika Adnani** : En effet la sécularisation des sociétés musulmanes était l'une des revendications du mouvement de la Nahda, ou de la renaissance, que le monde musulman a connu à la fin du XIXe siècle et les premières décennies du XXe siècle alors que nous constatons aujourd'hui que c'est plutôt une vision de l'islam particulièrement traditionaliste qui s'impose. Cela constitue une preuve de l'échec de la Nahda.

Plusieurs éléments peuvent expliquer cette situation. La première raison est que les politiciens et les intellectuels du XIXe siècle et du début XXe siècle, qui avaient le projet de séculariser les sociétés musulmanes, avaient posé une question qui était très importante pour leur mouvement : pourquoi les musulmans sont-ils en retard et pourquoi l'Occident est-il avancé ? C'était une question qui exprimait un désir de sortir du sous-développement. Cela leur avait donné une certaine légitimité auprès des populations et cela malgré la riposte des conservateurs et des docteurs de la religion. C'était en quelque sorte la fin qui justifie le moyen. Le contexte politique et géopolitique de l'époque était donc du côté des laïcs, même s'ils n'ont pas pu se libérer totalement du conservatisme et que la vision de l'islam inséparable de sa dimension sociale et politique est restée dominante. Hormis la Turquie, aucun pays musulman n'a déclaré la séparation du politique et du religieux.

Cependant l'échec des politiques menées dans ces pays, le colonialisme, le problème de la Palestine, la défaite des pays arabes dans leur guerre contre Israël, sont autant d'éléments qui ont permis la revanche des partisans de la religion sur le courant laïque. Les populations musulmanes se sont détournées des laïcs et des démocrates, cherchant un réconfort dans le discours des conservateurs qui profitaient de cette occasion pour les convaincre que la cause de l'échec des musulmans était leur éloignement du vrai islam, celui

---

des premiers musulmans.

La deuxième raison de l'échec de la sécularisation est que, pour garder leur pouvoir, les dirigeants des pays musulmans ont accordé des concessions aux conservateurs pour les avoirs de leur côté. D'une part pour ne pas s'exposer à leurs accusations, être athées ou ennemis de l'islam, et d'autre part pour conforter les peuples dans leurs certitudes. Ils leur ont ainsi livré l'école et les moyens de communication. Tout cela a contribué à la réislamisation à grande échelle des sociétés musulmanes. En Algérie par exemple, dans les années 80, l'État a mis à la disposition des prédicateurs islamistes Youcef el Qaradaoui et Mohamed El Ghazali, tous deux membres de la confrérie des Frères Musulmans, la télévision nationale pour s'adresser aux Algériens.

Enfin, il y a une troisième raison expliquant l'échec de la sécularisation des sociétés musulmanes. Elle concerne les laïcs et les démocrates eux-mêmes. Beaucoup d'entre eux défendaient les nouveaux principes politiques tout en cherchant les preuves du bien-fondé de leur positions et de leurs idées dans le passé c'est-à-dire chez les salafs. Ils tenaient à rappeler qu'ils n'étaient pas dans l'innovation, mais qu'ils étaient au contraire sur la voie des premiers musulmans. Le savoir des salafs demeurait pour eux aussi le critère de vérité. C'est la preuve qu'ils ne se sont pas libérés de l'emprise du salafisme d'une part et de l'image négative de la pensée libre.

Ainsi, comme le disait Averroès, chacune des deux parties, c'est-à-dire les conservateurs et les modernistes, prétendait être celle qui était sur la voie des premiers musulmans. Or en se mettant sur le terrain des conservateurs, les modernistes se sont fragilisés. Les conservateurs avaient de quoi se défendre : le prophète n'avait pas séparé la politique de la religion lorsqu'il était à Médine, et dans le Coran plusieurs versets ont une portée sociale et politique. Le discours des conservateurs est apparu pour les musulmans plus convaincant.

### **Au-delà des influences de pays comme l'Arabie Saoudite, le Qatar ou l'Iran, quel contexte permet aux islamistes de s'imposer au sein des sociétés ?**

**Razika Adnani :** Au-delà des moyens financiers dont disposent les pays qui font la promotion d'un islam politique et d'une vision traditionnelle de la société musulmane, les musulmans qui sont dans l'action politique trouvent, comme je viens de le dire, dans les fondements de la pensée musulmane ce qui donne de la force et de la légitimité à leur discours. Ces fondements sont des principes et des théories auxquels les musulmans, y compris ceux qui se veulent modernistes, tiennent ou desquels ils n'arrivent pas à se libérer. C'est ce qui n'a pas permis la réalisation d'une réelle réforme de l'islam. Les musulmans n'ont pas encore réussi le projet des intellectuels de la Nahda, celui d'adapter l'islam à la civilisation moderne. La conception de l'islam la plus partagée est celle qui remonte à ses premiers siècles. C'est pour cela que je dis qu'une véritable réforme de l'islam est aujourd'hui non seulement une question de nécessité mais de responsabilité.

### **L'absence d'Etat Providence est-elle une caractéristique commune des contextes dans lesquels se sont développés des mouvances islamistes?**

**Kader Abderrahim :** Il n'est pas nécessaire d'être un Etat Providence pour se prémunir contre l'islamisme. La Tunisie n'était pas un Etat Providence. Dès l'indépendance en 1956 elle s'est tournée vers une forme de modernisme social et juridique, puisqu'elle a notamment octroyé aux femmes des droits. Toute la société tunisienne a accepté cela comme étant un bien public, collectif. Plus il y a de progrès dans la société, plus la société peu collectivement se féliciter des droits reconnus, ce qui est important.

Le contre-exemple à cela est l'Algérie, le pays-voisin. Depuis la fin des années 1970, le début des années 1980, il y a eu des dérives de la part de l'état, qui a accepté de se faire violenter par un courant rigoriste dans la société, qui est devenu un courant islamiste. Ils ont été confrontés aux dérives que l'on connaît: le processus électoral, l'annulation des élections, le pays qui bascule dans une guerre fratricide, et un pays qui a encore aujourd'hui beaucoup de mal à se remettre de ce trauma collectif. Des actes terribles ont été commis, et l'amnistie de 1999 interdisait de par la loi les années de braise, les années de terrorisme. Comment un peuple peut-il dépasser ce trauma ancré en lui s'il ne peut jamais l'évoquer? Si les tortionnaires, les assassins ne sont jamais défermés devant la justice? On a l'exemple de l'Afrique du Sud pour cela: l'Afrique du Sud n'a pas dit qu'on prendrait à des crochets de bouchers tous les blancs qui ont commis des crimes durant les années de l'apartheid, il y a eu une catharsis collective. Tout le monde pouvait venir s'exprimer, certains ont reconnu leurs crimes. Il n'y a pas de réconciliation sans justice. L'Algérie ne s'est pas réconciliée avec elle-même malheureusement.

### **Vous avez mentionné l'Iran, aujourd'hui une théocratie. Aujourd'hui le Shah d'Iran reste dans les mémoires comme un dirigeant qui n'a pas su mesurer l'ampleur de l'islamisme dans son propre pays. Est-ce que cette réputation est méritée, ou le tournant était-il vraiment inattendu?**

**Kader Abderrahim :** Le Shah d'Iran et ceux qui vivaient autour de lui, qui détenaient le pouvoir, se sont constitués et enfermés dans leur cercle. La société réelle iranienne était perçue par les dirigeants comme hostile, globalement, un magma, un tout sans aucun discernement, aucune nuance. C'est cela qui a provoqué l'aveuglement du Shah et de son entourage. Personne, même ici en France (nous abritions alors l'ayatollah Khomeini), personne ne savait ce qui allait se produire dans ce pays. Ça s'est reproduit après, dans le monde arabe et dans le monde musulman. La progression des islamistes, qui petit à petit on grignoté des espaces, puis sont devenus une force politique très importante et incontournable, éclate à la figure de tout le monde aujourd'hui. Ceux qui travaillent dessus depuis longtemps, les chercheurs, les universitaires, savent que c'est un fait depuis très longtemps, c'est une réalité incontournable, même si elle n'est pas indélébile. Ils faut composer avec eux. Pour cela il faut à tout prix éviter uniquement la répression. Evidemment quand il y a de la violence, du terrorisme, il faut que l'Etat soit extrêmement ferme. Sur le reste, que peut-on faire? Les gens vont voter, comme c'est le cas au Maroc ou en Tunisie, en Egypte, où il y a eu un coup d'état contre un président élu démocratiquement. La répression contribue à véhiculer le discours des islamistes qui disent: « vous voyez, on nous parle de la démocratie, mais ceux qui en parlent ne respectent pas leurs propres principes ».

### **Quels enseignements pourrait tirer la France des cas historiques de lutte contre l'islamisme, pour lutter contre cette idéologie de manière efficace et démocratique ?**

**Kader Abderrahim :** Dans la mesure où il n'y a pas de démocratie dans le monde arabe et où il n'y a pas d'état de droit, la réponse

---

est difficile. Après on peut nuancer, et prendre l'exemple du Maroc. C'est un pays dans lequel les islamistes du Parti de la Justice et du Développement ont deux fois de suite gagné les élections. Ils sont sociologiquement et politiquement majoritaire dans le pays et dirigent le gouvernement. Ils sont aux affaires, à eux de faire la démonstration qu'ils ont la compétence pour gérer un état, administrer un pays, apporter à leur population du bien être. Mais le Maroc est un cas particulier: même avec cet islam politique vigoureux, il y a une gestion sécuritaire de l'islamisme, car on ne veut pas vider le pays du tourisme. En effet, contrairement à l'Algérie, il n'y a pas de ressources naturelles. Les marocains le comprennent et veulent éviter d'avoir des attentats pour préserver les recettes de l'Etat. Enfin, le Maroc a une autre particularité: le monarque est un descendant direct du prophète, comme le roi de Jordanie. C'est un bouclier: il dit les normes en matière de religion et il dit les limites. Cela compte beaucoup au Maroc et est très important pour lutter contre l'islamisme.

C'est un élément qui manque en France. En effet, il faut qu'il y ait quelqu'un qui soit une personnalité capable de s'exprimer pour les musulmans français, pour les citoyens français qui se reconnaissent dans l'islam. Cela faciliterait considérablement les choses pour tout le monde: pour les citoyens français de confession musulmane et pour l'Etat. L'Etat pour le moment n'a pas d'interlocuteur. Avec qui discute-t-on, comment fait-on? Quand il y a de grandes cérémonies les musulmans ne sont jamais visibles, parce qu'ils ne sont pas conviés, mais on va inviter qui? On peut inviter le président du CFCM, le recteur de la Grande Mosquée de Paris, etc. Mais on sait bien que ce sont des personnages très contestés et qui sont minoritaires. La France a intérêt à avoir un interlocuteur incontesté, une personnalité capable de dire la norme. Je vais plus loin: la France est une chance pour l'Islam car c'est un espace démocratique et parce que c'est un état de droit. Tout le monde peut penser librement, s'exprimer librement, y compris sur le thème de la religion. Un musulman français peut dire: « je ne partage pas ça, je ne suis pas d'accord avec ça ». Par ailleurs c'est une manière de favoriser la réforme au sein même de l'islam. La France peut aussi avoir un rôle pour l'Islam dans le monde: elle est le pays d'Europe occidentale qui habite le plus grand nombre de musulmans qui sont des citoyens. Il faut que l'Etat français cesse de voir uniquement les divisions dans l'islam, et aille vers ceux qui travaillent sur ces questions sur le terrain. Dans plusieurs mosquées en France, les imams sont des femmes. Ce qui est impensable dans le monde musulman, mais c'est possible en France car on est dans un espace de droits. Cela permet de favoriser la réforme de l'islam, apporter un autre regard, celui du XXIème siècle et non du VIIème siècle.

Pour revenir au Maroc brièvement, la France s'appuie beaucoup sur la formation des imams issue du modèle marocain, ce qui est un bon exemple.

En Europe, il est difficile de trouver des modèles pour la France car, ailleurs en Europe, on ne retrouve pas le même cas de figure où l'Etat est neutre, où la laïcité est un fait politique et juridique. La France est un pays à part: les autres états européens ne sont peut être pas confessionnels, mais il n'y a pas de séparation. Dans les faits, les dirigeants politiques en Europe occidentale n'utilisent jamais le vecteur religieux, mais la France est le seul exemple qui ait théorisé la séparation entre l'église et l'Etat.

La laïcité est une formidable liberté, il faut que tout le monde en profite, y compris les musulmans. Pour le moment ce n'est pas entièrement le cas, même s'il y a une majorité de musulmans français qui vivent de manière paisible leur condition. Il faut qu'il y ait de la fermeté sur les principes, le droit, la loi, et en même temps que l'Etat fasse son travail.

**Razika Adnani** : Il est certain que ce que traverse la France aujourd'hui rappelle parfaitement ce qu'ont traversé les pays du sud de la Méditerranée dans les années 1980 et 1990.

Comme je l'ai dit dans plusieurs de mes interventions, le fondamentalisme et l'islamisme qui secouent l'Occident ne sont que les prolongements de ceux qui ont frappé et frappent encore les pays musulmans ; ils n'ont fait que traverser la Méditerranée pour s'implanter en Europe et en France en particulier.

Dans ces pays musulmans du sud de la Méditerranée, les islamistes, en se présentant comme ceux qui portaient un système juridique et une organisation sociale plus légitimes car sacrés, ont réussi à faire reculer le droit et par conséquent à affaiblir les États. Ces derniers leur ont livré la société, ce qui explique en grande partie le retour aux normes traditionnelles. Le recul du droit devant les normes traditionnelles a mis fin à tous les efforts de modernisation des sociétés musulmanes avec tout ce que cela implique comme problèmes sociaux et politiques, ce qui explique d'ailleurs pourquoi les Algériens revendiquent un État de droit. Ils sont convaincus que seul un État de droit, c'est-à-dire un État où le droit est fort et au-dessus de tous, peut les protéger, leur garantir leur droits et leur sécurité. Ce qui explique pourquoi les revendications du peuple algérien sont d'ordre totalement politique.

L'enseignement que la France doit tirer de ce qu'ont connu ces pays musulmans réside dans la nécessité de veiller à ce que le droit reste fort, qu'il ne recule pas devant les règles communautaires ou des normes traditionnelles et cela quel que soit le prétexte. La France est un pays multiconfessionnel et multiculturel et il est impossible, pour l'intérêt de l'État et le bon fonctionnement de l'espace public, que chacun impose ses propres règles. L'État doit protéger la laïcité pour garantir sa stabilité sociale et politique. Il est important de ne jamais faire de concession au sujet de l'égalité femme-homme quels que soient les prétextes. Il est important de rappeler que si la laïcité veille à ce que toutes les religions puissent s'exprimer, elle exige que celles-ci ne causent pas de trouble dans l'ordre public, et cela pour l'intérêt de tous les Français sans distinctions.